

Rapport sur la solidarité internationale

2024-2025



PHOTO DE COUVERTURE : DES TRAVAILLEUSES D'UNE
MAQUILA DE LA COMPAGNIE HANES RÉCLAMENT QUE LE
MINISTÈRE DU TRAVAIL DU HONDURAS PROTÈGE LEURS
DROITS À LA SUITE DE LA FERMETURE ILLÉGALE
DE L'USINE.

TABLE DES MATIÈRES

1	Une vague de solidarité
2	Le Fonds pour la justice mondiale en action
10	La solidarité entre travailleuses et travailleurs
15	Le travail avec nos allié(e)s
23	Une détermination sans bornes
24	Membres du Comité national de la justice mondiale Partenaires du Fonds pour la justice mondiale du SCFP

Le Rapport 2024-2025 du SCFP sur la solidarité internationale est publié par le Syndicat canadien de la fonction publique, 1375, boulevard Saint-Laurent, Ottawa (Ontario), K1G 0Z7.

Imprimé par des personnes syndiquées avec des encres à base d'huile végétale sur du papier contenant 30 % de fibres recyclées post-consommation, recyclable et biodégradable, sans chlore élémentaire et certifié par le Forest Stewardship Council.

Rédaction par Kelti Cameron. Édition par Karin Jordan, avec l'assistance éditoriale de Christine Croteau et Sami Slaouti. Conception graphique par Jocelyn Renaud.

ISSN 1920-1443

Téléchargez un exemplaire de ce rapport ou lisez-le en ligne à scfp.ca/solidarite-internationale

Une vague de solidarité

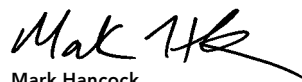
Le Rapport sur la solidarité internationale de cette année présente des histoires de solidarité inspirantes qui viennent faire contrepoids aux bouleversements et à l'instabilité politique qui secouent toute la planète.

L'accroissement des inégalités, les droits de la personne de plus en plus souvent menacés, la montée de l'autoritarisme, de la corruption et de la cupidité des entreprises... Tout ça peut sembler accablant, effrayant, décourageant. Mais les puissantes vagues de résistance qui déferlent dans le monde entier peuvent apporter force et inspiration. Travailleuses, travailleurs et communautés tout entières s'unissent pour défendre leurs droits et bâtir un avenir de justice et de paix.

Partout dans le monde, des communautés se mobilisent pour la démocratie, la justice, la paix, l'autodétermination et la libération. Le présent rapport souligne les efforts de résistance au Canada, en Colombie, à Cuba, au Guatemala, au Honduras, en Palestine et aux Philippines.

Les statuts du SCFP engagent notre syndicat à « promouvoir la paix et la liberté dans le monde et collaborer avec les mouvements syndicaux libres et démocratiques, où qu'ils soient ». Alors que nous continuons de nous mobiliser pour la paix et la justice avec nos partenaires, nous devons plus que jamais nous opposer à la guerre et à la participation du Canada aux injustices.

Notre solidarité est notre force. Nous espérons qu'à la lecture de ce rapport, vous vous joindrez à nous pour soutenir les travailleuses et travailleurs du monde entier. Ensemble, nous surmonterons nos défis collectifs et construirons un monde meilleur.



Mark Hancock,
Président national du SCFP



Candace Rennick,
Secrétaire-trésorière
nationale du SCFP

Le fonds pour la justice mondiale en action

CANADA

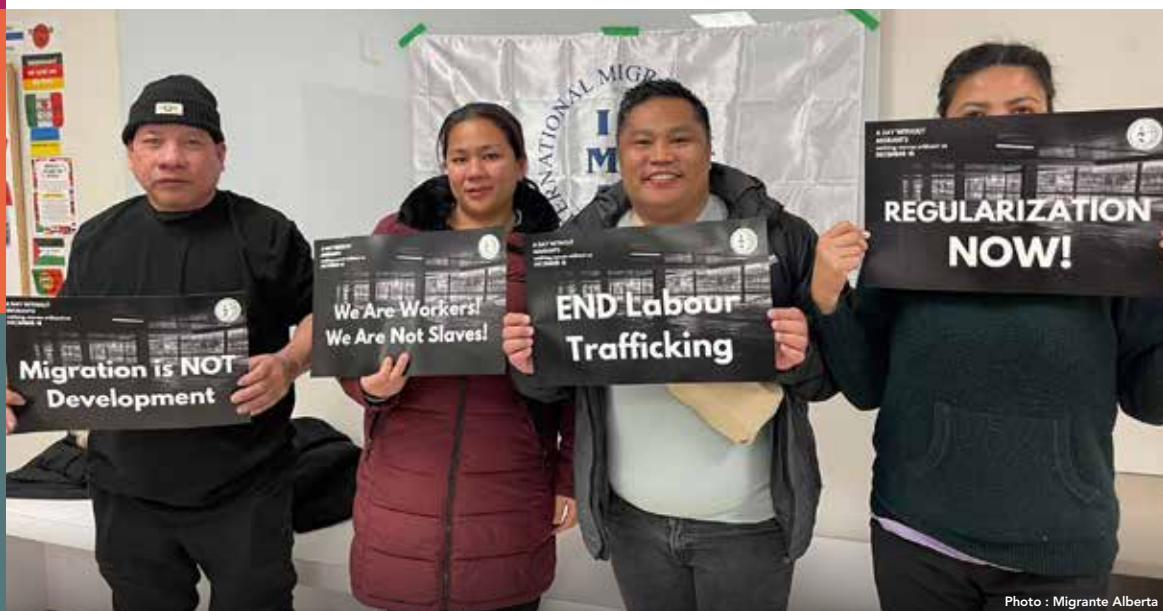
Migrante Canada, un partenaire du SCFP, intensifie ses efforts pour sensibiliser la population et mettre sur pied des coalitions en faveur de la justice pour les personnes migrantes. Migrante est une alliance d'organisations de personnes migrantes et immigrantes originaires des Philippines. En 2024, elle a rétabli une division canadienne au sein de l'Alliance internationale des migrants afin de renforcer la solidarité dans la communauté de personnes migrantes, et avec les militant(e)s et les syndicats. Migrante a également formé une alliance de groupes confessionnels appelée Churches Witnessing with Migrants.

Migrante a organisé des ateliers sur les droits des travailleuses et travailleurs migrants et l'incidence des politiques de droite sur la migration. Elle a souligné la Journée internationale des migrant(e)s avec une campagne de sensibilisation sur l'importance du travail des personnes migrantes et les mythes propagés par la droite selon lesquels les personnes migrantes « volent les bons emplois » ou « sont responsables de la crise du logement ». Des migrant(e)s, des allié(e)s, des militant(e)s, des membres de syndicats et des employeurs solidaires ont publié des photos accompagnées d'un message clair : une journée sans travailleuses et travailleurs migrants bouleverserait l'économie canadienne.

DES MEMBRES DE MIGRANTE ALBERTA PRENNENT PART À LA JOURNÉE SANS MIGRANT(E)S DE DÉCEMBRE 2024.

COLOMBIE

SINTRACUAVALLE, le syndicat partenaire du SCFP en Colombie, s'oppose vigoureusement à la privatisation de l'eau en formant de solides alliances avec la communauté.



PARTICIPANTES À UN ATELIER DE SINTRACUAVALLE DESTINÉ À FORMER DES FEMMES LEADERS À JAMUNDÍ POUR PROTÉGER L'EAU À TITRE DE BIEN PUBLIC DANS LEUR COMMUNAUTÉ.



Photo : SINTRACUAVALLE

Le syndicat représente les travailleuses et travailleurs du service public d'eau potable ACUAVALLE dans la région de la Valle del Cauca. Il lutte contre la privatisation en mobilisant les communautés afin de défendre l'eau à titre de bien commun.

Au cours de la dernière année, le syndicat a concentré ses efforts à Jamundí et à Pradera, deux municipalités centrales du réseau d'alimentation en eau. Elles sont toutes deux gouvernées par une administration régionale néolibérale qui souhaite privatiser l'ensemble du réseau. ACUAVALLE envisage un partenariat public-privé avec une entreprise japonaise qui souhaite exploiter à des fins lucratives les réseaux d'aqueduc de la région.

L'eau est insuffisante dans la Valle del Cauca. La monoculture de la canne à sucre exige beaucoup d'eau, ce qui crée des conflits entre les deux communautés. À Jamundí, 63 % de la population vit en milieu urbain, alors que 72 % de la population de Pradera vit en milieu rural. Desservir la population dispersée et éloignée n'est pas simple pour l'entreprise publique,

qui doit aussi composer avec l'urbanisation croissante de Jamundí et la rivalité pour son utilisation.

La nouvelle mairesse de Jamundí songe à créer une société municipale d'approvisionnement en eau, une solution intéressante à la privatisation régionale. En Colombie, plusieurs partenariats public-privé ont déjà montré les conséquences néfastes de la privatisation. Un excellent exemple est le partenariat de 2002 établi entre les services municipaux de Buenaventura et l'entreprise Hidropacífico pour assurer l'exploitation, la gestion et l'entretien des systèmes d'aqueduc et d'égout de la ville sur une période de 20 ans.

Hidropacífico n'a jamais cherché à régler les problèmes sous-jacents du réseau d'alimentation en eau qui empêchaient la communauté d'avoir accès à de l'eau potable. La mauvaise qualité des services a mené en 2017 à une grève citoyenne à Buenaventura et à une opposition croissante à la privatisation. Aujourd'hui, les services d'aqueduc et d'égout sont de nouveau sous le contrôle du secteur public.

SINTRACUAVALLE compte poursuivre son travail en faisant campagne contre la privatisation et en sensibilisant la population à l'importance d'assurer le caractère public de l'eau avec le slogan *Unidos por el agua* (unis pour l'eau).

CUBA

La dernière année a été éprouvante pour le peuple cubain. La population cubaine, y compris les membres du syndicat partenaire du SFCP à La Havane, est confrontée à des pénuries et à des difficultés continues depuis que les États-Unis ont imposé un embargo illégal sur le pays il y a plus de 60 ans. Ce régime de sanctions économiques — le plus long de l'histoire — la prive de produits de base essentiels : médicaments, équipement médical, fournitures scolaires et de bureau (y compris papier et ordinateurs), véhicules et pièces automobiles, technologies d'aide aux personnes âgées ou en situation de handicap, etc.

DU PERSONNEL SUPERVISE LE CHARGEMENT DES DONS QUI QUITTENT LE BUREAU DE CODEVELOPMENT CANADA POUR ÊTRE ENVOYÉS À CUBA PAR CONTENEUR.

À son premier mandat, le président des États-Unis Donald Trump a ajouté Cuba à la liste des États soutenant le terrorisme, imposant ainsi pas moins de 240 mesures restrictives supplémentaires au peuple cubain. Les démocrates et les républicains ont maintenu l'embargo ainsi que la plupart de ces mesures restrictives. Résultats : pannes d'électricité quotidiennes, salaires insuffisants, taux d'inflation de plus de 30 %, pénuries de nourriture et de carburant, accès difficile à l'eau potable, manque de personnel en éducation et en santé, et taux d'émigration en croissance.

Des églises, des syndicats et d'autres organisations non gouvernementales du Canada demandent au gouvernement fédéral d'augmenter son soutien à la population cubaine et de presser les États-Unis à assouplir ses mesures restrictives.

Malgré ces défis, le Syndicat national des travailleuses et travailleurs de l'administration publique (SNTAP) de La Havane, partenaire du SFCP, continue de chercher à renforcer le mouvement syndical par l'éducation et la formation de ses membres. Il s'efforce également



Photo : CoDev Canada

LA POLICE TENTE D'EXPULSER LA COMMUNAUTÉ DE TIERRA NUEVA AU GUATEMALA.



Photo : Comité campesino des hauts plateaux

d'améliorer la santé et la sécurité au travail et de mieux saisir les problèmes d'équité auxquels ses membres font face.

GUATEMALA

Au Guatemala, l'entente agraire sans précédent de 2024 entre des organisations nationales de *campesinos* (agriculteurs) et le nouveau gouvernement n'a pas réglé un seul conflit foncier. Les différends en matière de droits à la terre entraînent une hausse des expulsions, des poursuites judiciaires, des détentions arbitraires illégales et des meurtres dans les communautés.

Le partenaire du SCFP au Guatemala est le Comité campesino des hauts plateaux (CCDA). Entre août et décembre 2024, 15 activistes du CCDA ont été assassinés et 21 ont été emprisonnés. Plus de 3 000 membres du CCDA font face à des poursuites pénales. Les autorités ont délivré les mandats d'arrêt sans toutefois les exécuter, une tactique qui vise à instiller un climat de peur et à décourager toute forme

d'activisme. Au cours des deux dernières années, on a expulsé violemment une douzaine de communautés affiliées au CCDA.

Le plan de développement du Guatemala, motivé par le profit, a instauré un régime d'oppression qui légitime les meurtres et le déplacement de communautés pour permettre aux riches d'accéder aux terres, aux ressources et aux cultures destinées à l'exportation. Parallèlement, les communautés rurales doivent composer avec le chômage, la malnutrition, la pauvreté extrême et les conséquences des changements climatiques. La hausse de la déportation des Guatémaltèques depuis les États-Unis aggrave ces problèmes.

Devant ces défis de taille, le CCDA résiste et se prépare à intensifier sa lutte. Malgré la violation de l'entente agraire, le CCDA constate des progrès. Le CCDA a notamment remporté la représentation du secteur des *campesinos* au sein des conseils communautaires sur

le développement. Il s'agit d'une occasion importante pour les activistes d'acquiescer de l'expérience en leadership et de soumettre des propositions. Toutefois, de nombreuses restrictions affectent encore la résolution des conflits agraires, particulièrement ceux sur les revendications territoriales.



Photo : CODEMUH

DES TRAVAILLEUSES D'UNE MAQUILA DE LA COMPAGNIE HANES RÉCLAMENT QUE LE MINISTÈRE DU TRAVAIL DU HONDURAS PROTÈGE LEURS DROITS À LA SUITE DE LA FERMETURE ILLÉGALE DE L'USINE.

HONDURAS

Une série de fermetures d'usines de vêtements au Honduras a culminé en 2023 lorsque 20 usines ont fermé leurs portes et que plus de 15 000 personnes ont perdu leur emploi. Au moins sept autres usines ont fermé à leur tour en 2024. La fermeture de ces usines a grandement affecté les personnes qui y travaillaient, principalement des femmes. Le partenaire du SCFP dans la région est le collectif de femmes du Honduras CODEMUH. Géré par des travailleuses du secteur du vêtement, il vient en aide aux personnes qui travaillent dans les *maquilas* honduriennes, des usines souvent situées en zone de libre-échange où le personnel transforme des matières premières en produits finis destinés à l'exportation.

Les entreprises attribuaient la fermeture de leurs usines à la diminution des exportations aux États-Unis et à l'augmentation des coûts de production. Selon CODEMUH, les fermetures seraient plutôt une stratégie des entreprises pour affaiblir les syndicats, se débarrasser des travailleuses et travailleurs syndiqués dans le secteur et échapper à leurs responsabilités vis-à-vis des accidents au travail. Le collectif affirme que la fermeture des usines constitue l'une des façons dont les entreprises répliquent à la décision du gouvernement d'augmenter les perceptions fiscales par l'entremise d'une nouvelle loi sur la justice fiscale.

Le Honduras dépend grandement de la culture de la banane, de l'exploration minière et de la fabrication de vêtements. En raison de cette dépendance et des politiques qui accordent des exemptions fiscales, le pays est pris dans un cycle de pauvreté où les entreprises étrangères exploitent les travailleuses et la main-d'œuvre à faible revenu. La loi sur la justice fiscale a pour but d'obliger les entreprises exerçant leurs activités en zone de libre-échange à payer

des impôts, ce qui contribuera à financer les services publics comme les soins de santé, l'éducation et le transport.

Malgré les nombreux défis, CODEMUH continue de venir en aide aux femmes du secteur du vêtement, appuyé par le SCFP. Le collectif lutte contre la violation des droits des femmes et des droits du travail en préconisant une législation du travail plus stricte et en syndiquant les personnes qui travaillent dans les *maquilas*. Il fournit de l'aide juridique et médicale aux travailleuses dont les droits ont été violés ou qui ont subi des blessures en raison des conditions de travail dangereuses dans les usines du Honduras.

De plus, CODEMUH forme des représentantes en santé et sécurité, fait campagne pour améliorer les conditions de travail et exhorte le gouvernement à faire appliquer la législation du travail.

PALESTINE

Tout au long de 2024, Israël a perpétré un génocide à Gaza en dépit des résolutions des Nations Unies et de nombreux autres appels à un cessez-le-feu. Israël a également accéléré

sa colonisation de la Cisjordanie, y compris Jérusalem-Est. Le Conseil de sécurité des Nations Unies, bloqué par le veto des États-Unis, n'a pas pu prescrire de mesures concrètes pour protéger le peuple palestinien à Gaza. De plus, les Nations Unies et la communauté internationale n'ont pas réussi à protéger les Palestinien(ne)s contre la violente répression et la punition collective infligées par l'armée israélienne dans les territoires occupés. La punition collective se caractérise par de la violence ou un châtiment infligé à une population civile en réponse à des crimes présumément commis par des personnes d'un certain groupe.

Depuis un an, le SCFP soutient le Centre pour la démocratie et les droits des travailleuses et travailleurs (DWRC) en Palestine, une organisation non gouvernementale fondée en 1993 pour défendre les droits des travailleuses et travailleurs palestiniens et promouvoir la démocratie et la

PARTICIPANT(E)S À UN COURS SUR LES COMPÉTENCES SYNDICALES ORGANISÉ PAR LE CENTRE POUR LA DÉMOCRATIE ET LES DROITS DES TRAVAILLEUSES ET TRAVAILLEURS À AL-BIREH, EN CISJORDANIE OCCUPÉE.



Photo : Centre pour la démocratie et les droits des travailleurs

justice sociale. Le centre possède des bureaux en Cisjordanie et dans la bande de Gaza.

Le DWRC appuie le mouvement syndical indépendant et mobilise les travailleuses et travailleurs palestiniens afin de promouvoir et défendre leurs droits et intérêts et de bâtir une société démocratique. Plus particulièrement, il fait la promotion du leadership féminin au sein du mouvement syndical et informe les travailleuses de leurs droits au travail.

Des centaines de postes de contrôle et de barrages militaires entravent sérieusement la circulation de la population et des biens. Par conséquent, la plupart des personnes qui se déplacent en territoire palestinien, notamment pour aller au travail et en revenir, doivent composer avec de longs détours, des retards, du harcèlement, des agressions et d'autres formes de violence. Actuellement, seulement 30 000 Palestinien(ne)s sont autorisé(e)s à travailler en Israël, comme le gouvernement continue d'empêcher la grande majorité de récupérer leur emploi. Selon l'Organisation internationale du Travail, le taux de chômage global a atteint 51 % en septembre 2024 (80 % dans la bande de Gaza et 35 % en Cisjordanie).

Malgré ces défis incessants, le DWRC a organisé une série d'ateliers et de réunions dans le but de renforcer le pouvoir de représentation et de négociation des syndicats palestiniens, et d'aider les travailleuses et travailleurs à faire valoir leurs droits (congrés payés, salaire minimum, salaire rétroactif et indemnité de départ en cas de licenciement).

DES MEMBRES DE L'ALLIANCE DES ENSEIGNANT(E)S CONCERNÉ(E)S (ACT) PROTESTENT CONTRE LE REPORT ET L'INSUFFISANCE DES HAUSSES SALARIALES DEVANT LES BUREAUX DU MINISTÈRE DU BUDGET ET DE LA GESTION AUX PHILIPPINES.

PHILIPPINES

En mars 2025, les autorités philippines ont arrêté Rodrigo Duterte, ancien président des Philippines, dans le cadre d'un mandat de la Cour pénale internationale pour crimes contre l'humanité. Il s'agit d'une étape importante vers la justice pour les victimes et les survivant(e)s de la soi-disant guerre contre la drogue de l'ancien président, qui a entraîné le meurtre parrainé par l'État de dizaines de milliers de personnes. L'arrêt de Rodrigo Duterte atteste de la force du mouvement réclamant la justice et une plus grande responsabilité gouvernementale.

La lutte est toutefois loin d'être terminée comme le président Ferdinand Marcos Jr dirige à la façon de son prédécesseur. Son gouvernement abuse des ressources pour son propre intérêt, et une poignée de personnes accumulent une richesse toujours plus grande.

Tout comme les administrations précédentes, l'administration du nouveau président adopte des lois et des politiques qui profitent aux entreprises étrangères et aux oligarques locaux. Ferdinand Marcos Jr s'assure que le développement des infrastructures leur est favorable, emprunte massivement à l'étranger, présente les



Photo : ACT

LA VICE-PRÉSIDENTE DE COURAGE ROSE DEBLOIS ANIME LA FOULE À L'EXTÉRIEUR DES BUREAUX DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET RÉCLAME LA LIBÉRATION DES FEMMES AYANT ÉTÉ EMPRISONNÉES AUX PHILIPPINES POUR DES RAISONS POLITIQUES, PARMI LESQUELLES DEUX ACTIVISTES DE COURAGE, ANTOINETTE SETIAS-DIZON ET ROWENA ROSALES.



Philippines comme un centre d'investissement et taxe lourdement les pauvres tout en octroyant des primes aux entreprises et aux riches.

La population philippine est aux prises avec des salaires peu élevés et l'augmentation du coût des biens et services. La plupart des gens n'arrivent pas à se trouver un bon emploi et n'ont pas accès à des services sociaux. La pauvreté s'accroît. La faim et la misère persistent, tout comme la corruption et le manque d'obligations redditionnelles.

Malgré les dires sur la santé du marché du travail, la situation de l'emploi demeure précaire. Le gouvernement déclare une baisse du taux de chômage, mais en réalité, les gens ont simplement cessé de chercher du travail et ne sont donc plus considérés comme étant au chômage.

Deux partenaires du SCFP, l'Alliance des enseignant(e)s concerné(e)s (ACT) et la confédération pour l'unité, la reconnaissance et l'avancement des fonctionnaires COURAGE, cherchent à amener le gouvernement à répondre de ses actes.

Des mouvements populaires ont profité des élections de mai 2025 pour préconiser un virage vers des mesures économiques et politiques progressistes. L'ACT et COURAGE ont demandé un véritable plan de développement agricole et industriel, la protection des industries locales et une politique étrangère indépendante et libre de l'influence des États-Unis. Les syndicats ont également réclamé le double des investissements en éducation, des augmentations salariales, la réduction du coût des biens et services essentiels, et un terme aux violations des droits de la personne.

La solidarité entre travailleuses et travailleurs



RÉUNION DES CHEFS AFRO-COLOMBIENS DU GROUPE
PROCESSUS DES COMMUNAUTÉS NOIRES À BUENAVENTURA,
EN COLOMBIE.

Photo : Josh Berson

CONGRÈS NATIONAL DE L'AFSCME

En août 2024, le SCFP a assisté au congrès national de l'American Federation of State, County, and Municipal Employees (AFSCME) à Los Angeles. L'AFSCME représente environ 1,4 million de travailleuses et travailleurs qui fournissent des services publics de première ligne dans plusieurs des mêmes secteurs que les membres du SCFP.

Les délégué(e)s ont notamment échangé sur l'union des personnes syndiquées en période de turbulences et le recours à la solidarité internationale pour accroître le pouvoir de négociation et le pouvoir des travailleuses et travailleurs partout dans le monde.

Mark Hancock, président national du SCFP, a discuté des enjeux environnementaux et de la solidarité transfrontalière lors d'un panel international. Il a notamment expliqué pourquoi on ne peut pas laisser la protection de l'environnement entre les mains d'entreprises privées et a rappelé que le secteur public plaçait les gens et l'environnement avant le profit.

Il a donné en exemple la campagne du SCFP L'eau, c'est la vie, dans le cadre de laquelle le syndicat défend le droit fondamental des communautés autochtones d'avoir accès à l'eau potable et l'importance des services publics, de préserver les bons emplois et de protéger l'environnement.



DES DÉLÉGUÉ(E)S AU CONGRÈS NATIONAL DE L'AFSCME.

COLOMBIE

En novembre 2024, une délégation du SCFP s'est rendue dans la région de la Valle del Cauca, en Colombie, pour visiter son partenaire, l'association pour la recherche et l'action sociale Nomadesc. Fondée en 1999, Nomadesc est une organisation de défense des droits de la personne qui soutient et accompagne les syndicats et les organismes qui représentent les femmes et les communautés agricoles, autochtones et afrodescendantes dans leur lutte pour la justice et un monde meilleur.

La délégation a rencontré des diplômé(e)s de l'Université interculturelle des peuples de Nomadesc. Cette université se déplace dans les communautés autochtones et agricoles pour offrir ses programmes d'enseignement. Le SCFP a également rencontré des leaders du groupe Processus des communautés noires

pour discuter du racisme et de la violence systémiques auxquels la population afro-colombienne fait face dans la ville portuaire de Buenaventura.

La délégation était ravie de revoir son ami Victor Vidal, ancien maire de Buenaventura. Elle a également apporté son soutien aux travailleuses et travailleurs de Nestlé à leur campement de Bugalagrande, une expérience qui a été marquante et inspirante. Sinaltrainal, le syndicat national des travailleuses et travailleurs en alimentation, conteste la décision de Nestlé de lui interdire toute communication avec ses membres.

Cette visite a mis en évidence le caractère essentiel de la solidarité internationale pour le mouvement syndical et le soutien des personnes opprimées et marginalisées qui se mobilisent dans le monde entier.



Photo : Josh Berson

MÈRE DE NICOLÁS GARCÍA GUERRERO, GRAFFEUR ET PÈRE D'UN JEUNE ENFANT, QUI EST DÉCÉDÉ EN 2021 QUAND, LORS D'UNE MANIFESTATION À CALI EN COLOMBIE, UN POLICIER L'A ATTEINT PAR BALLE.

CONFÉRENCE D'ILGA WORLD

En novembre 2024, des représentant(e)s du SCFP et de six autres syndicats canadiens ont assisté à la conférence d'ILGA World au Cap, en Afrique du Sud. ILGA World, l'Association internationale des personnes lesbiennes, gaies, bisexuelles, trans et intersexes, est une fédération regroupant plus de 1 900 organisations de plus de 160 pays et territoires militant pour les droits des personnes LGBTQI+.

Des représentant(e)s de syndicats canadiens ont participé à la conférence, notamment à la préconférence pour le milieu syndical et à la réunion régionale d'ILGA – Amérique du Nord et Caraïbes.

Des membres LGBTQI+ de 120 syndicats du monde entier ont participé à la préconférence pour freiner la hausse de l'hostilité envers

les personnes LGBTQI+ à l'échelle mondiale et renforcer le soutien aux communautés LGBTQI+. La bonne humeur était contagieuse. Les participant(e)s ont chanté, dansé et écouté des témoignages sur la lutte pour la libération de l'Afrique du Sud, qui leur ont rappelé le pouvoir de l'action collective.

Dans son allocution, Zingiswa Losi, présidente du Congrès des syndicats sud-africains, a souligné l'importance que les syndicats défendent les droits des personnes LGBTQI+ à la table de négociation et se mobilisent pour réclamer la ratification et la mise en œuvre de la convention no190 (C190) de l'Organisation internationale du Travail (OIT). La C190 est le premier traité international qui reconnaît le droit de toute personne à un milieu de travail exempt de violence et de harcèlement, y compris de violence et de harcèlement fondés sur le genre.



DÉLÉGATION DU SCFP À LA CONFÉRENCE D'ILGA WORLD (DE GAUCHE À DROITE) : LES MEMBRES DU COMITÉ NATIONAL DU TRIANGLE ROSE SUSAN GAPKA ET JONNY MARIA, LA DIRECTRICE DU SERVICE DES DROITS DE LA PERSONNE KIMALEE PHILLIP, LA VICE-PRÉSIDENTE GÉNÉRALE DES PRAIRIES (MANITOBA ET SASKATCHEWAN) GINA MCKAY, ET LE MEMBRE DU COMITÉ NATIONAL DU TRIANGLE ROSE ALLAN RAMSARRAN.

Photo : SCFP

Lors de la préconférence, Gina McKay, membre de la délégation du SCFP et vice-présidente générale du SCFP pour les Prairies (Manitoba et Saskatchewan), a quant à elle parlé de la façon dont les travailleuses et travailleurs rendent les syndicats et les mouvements sociaux plus forts.

CONGRÈS MONDIAL DE L'ITF

En octobre 2024, le SCFP s'est joint à d'autres syndicats canadiens à titre de délégué pour assister au 46e Congrès mondial de la Fédération internationale des ouvriers du transport (ITF) à Marrakech, au Maroc. Des milliers de travailleuses et travailleurs du transport et leaders syndicaux du monde entier ont assisté à l'événement.

L'ITF est une fédération syndicale mondiale qui représente plus de 16,5 millions de travailleuses et travailleurs du secteur du transport. La Division du transport aérien du SCFP y est affiliée depuis de nombreuses années. Notre participation nous a permis d'en apprendre plus sur les difficultés rencontrées par les travailleuses et travailleurs du transport à l'échelle mondiale et de promouvoir la campagne Le travail non payé, c'est du vol. Cette campagne, lancée en 2023, vise à sensibiliser la population aux conditions de travail injustes dans l'industrie aérienne.

Les délégué(e)s ont contribué à définir la vision 2024-2029 de l'ITF : « Les travailleuses et travailleurs des transports font avancer le monde ». Le plan comprend des demandes et des stratégies pour transformer l'industrie du transport et bâtir une société et une économie plus sûres, plus justes et plus viables.



Photo : Fédération internationale des ouvriers du transport

DES DÉLÉGUÉ(E)S VOTENT LORS DU CONGRÈS 2024 DE LA
FÉDÉRATION INTERNATIONALE DES OUVRIERS DU TRANSPORT
À MARRAKECH, AU MAROC.

Le travail avec nos allié(e)s





PRÉSIDENTE DE L'ISP BRITTA LEJON (AU CENTRE) À LA CONFÉRENCE RÉGIONALE INTERAMÉRICAINE DE L'ISP DE 2024 AVEC (DE GAUCHE À DROITE) : MIGUEL LIMA, MEMBRE DU COMITÉ NATIONAL DE LA JUSTICE MONDIALE; MARK HANCOCK, PRÉSIDENT NATIONAL DU SFCP; KEVIN SKERRETT, CONSEILLER À LA RECHERCHE AU SFCP; BARB NEDERPEL, VICE-PRÉSIDENTE RÉGIONALE DU SFCP DE LA COLOMBIE-BRITANNIQUE ET DU YUKON.

INTERNATIONALE DES SERVICES PUBLICS

Le SFCP a envoyé une délégation à la Conférence régionale interaméricaine (IAMRECON) de l'Internationale des services publics (ISP), qui a eu lieu à Bogotá, en Colombie, en novembre 2024. Pas moins de 400 délégué(e)s des Amériques et des Caraïbes ont participé à la Conférence sous le thème « Le peuple au-dessus du profit : paix, démocratie et justice sociale ».

Les discussions ont porté sur les nombreuses crises à l'échelle mondiale — guerre, montée de l'extrême droite, attaques contre la démocratie et les droits du travail, instabilité géopolitique, impunité des multinationales et crise climatique — et leur incidence sur le mouvement syndical.

Les délégué(e)s ont participé à l'élaboration d'un plan afin de renforcer notre lutte pour les droits des travailleuses et travailleurs et des services publics de qualité. D'autres sujets ont également été abordés, notamment la justice fiscale, la numérisation, les régimes de retraite qui tirent profit de la privatisation, les politiques de soins et les droits entourant la négociation collective.

Barb Nederpel, vice-présidente régionale du SFCP pour la Colombie-Britannique et le Yukon, a participé à un panel sur le secteur des soins et la privatisation.

RÉVÉLATION DU SCANDALE D'ORPEA

En 2024, le SCFP a contribué à la publication d'un rapport alarmant sur les investissements désastreux de l'Office d'investissement du régime de pensions du Canada (OIRPC) dans le secteur privé des soins de longue durée. Dans ce rapport, l'équipe de recherche du Centre for International Corporate Tax Accountability and Research (CICTAR) a révélé que l'OIRPC a perdu plus de 500 millions de dollars à la suite du scandale qui a frappé Orpea, la plus grande entreprise de soins de longue durée à but lucratif en Europe. L'OIRPC a la responsabilité de protéger l'épargne-retraite de 22 millions de travailleuses et travailleurs canadiens.



Au cours des dix années précédant le scandale qui a secoué le secteur des soins de longue durée en France, l'OIRPC était le premier actionnaire d'Orpea. L'enquête du CICTAR a révélé que l'OIRPC occupait deux sièges au conseil d'administration d'Orpea, mais qu'il n'a rien fait pour mettre fin aux détournements de fonds et aux actes criminels de la haute direction (corruption, fraude, blanchiment d'argent, évasion fiscale et maltraitance des personnes en résidence), lesquels ont mené à l'incarcération de l'ancien directeur général et de l'ancien directeur financier du groupe.

Le SCFP s'oppose fermement à ce que les fonds du régime de retraite du secteur public du Canada et du régime de ses membres soient placés dans des intérêts privés à but lucratif qui auraient « propriété et contrôle » sur les infrastructures ou les services publics, où que ce soit dans le monde. Nous voulons que les fonds de retraite génèrent un bon rendement sans toutefois nuire aux travailleurs et travailleuses ou à la population du Canada ou d'autres pays..

SOLIDARITÉ AVEC LES TRAVAILLEUSES ET TRAVAILLEURS MIGRANTS

Le SCFP mobilise ses membres et s'associe à des organismes de défense des droits des personnes migrantes pour lutter en faveur de la justice pour les migrant(e)s. À la fin de 2024, le ministère fédéral d'Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada (IRCC) a apporté des modifications considérables aux politiques sur l'immigration. Résultat : environ 2,3 millions de personnes perdront leur autorisation d'emploi et risquent d'être expulsées du pays au cours des deux prochaines années.

DES MANIFESTANT(E)S DANS LA RUE À MONTRÉAL RÉCLAMENT JUSTICE POUR LES TRAVAILLEUSES ET TRAVAILLEURS MIGRANTS.



Photo :Centre de travailleurs et travailleuses immigrants.

Ces changements concernent les membres du SCFP qui ont un statut d'immigration temporaire en vertu, notamment, du Programme des travailleurs étrangers temporaires et du Programme des étudiants étrangers. Les membres qui détiennent actuellement une autorisation d'emploi temporaire pourraient ne plus être en mesure de la renouveler ou d'obtenir la résidence permanente.

La modification par IRCC des règles entourant les visas pour étudiantes et étudiants étrangers entraîne la suppression d'emplois dans des milieux représentés par le SCFP. Les secteurs qui dépendent fortement du travail ou des frais de scolarité plus élevés des étudiantes et étudiants internationaux ressentent les effets considérables des changements apportés.

LE SCFP A PUBLIÉ POUR SES MEMBRES AYANT UN STATUT D'IMMIGRATION TEMPORAIRE UN DOCUMENT D'INFORMATION INTITULÉ « CONNAISSEZ VOS DROITS ». IL EST DISPONIBLE EN ARABE, CHINOIS TRADITIONNEL ET SIMPLIFIÉ, ANGLAIS, FRANÇAIS, HINDI, PUNJABI, ESPAGNOL, TAGALOG ET UKRAINIEN.

CUPE

IKAW BA AY MYEMBRO NG CUPE NA MAGTATRABAHO NANG MAY PANSAMANTALANG KATAYUAN SA IMIGRASYON? ALAMIN ANG IYONG MGA KARAPATAN!

- Isa ka bang internasyunal na estudyante, na may temporary work permit o pansamantalang permit na magtrabaho, o naghintay para sa iyong aplikasyon para sa permanent residency o permanenteng paninirahan?
- Mayroon ka bang pansamantalang permit na magtrabaho na malapit nang mawalan ng-bisa?
- Pinangkuan ka ba ng paraan para sa permanent resident status o permanenteng katayuang residente na hindi na inalok?

Araw-araw ay ipinaglalaman ng CUPE ang mga myembro nito, kabilang ka.

Gumawa ng malalaking pagbabago ang gubymong pederal, sa pamamagitan ng Ministri sa Imigrasyon, Refugee at Pagiging Mamanayan ng Canada (Ministry of Immigration, Refugees and Citizenship Canada), sa mga patakaran sa imigrasyon sa pagtatapos ng 2024. Bunga nito, tinatanyag 2.3 milyong tao ang mawalan ng kanilang mga permit na magtrabaho at nanganap na ideport mula 2025-2027.

Maapektuhan ng mga pagbabagong ito ang mga myembro ng CUPE na may temporary immigration status o pansamantalang katayuan sa imigrasyon sa ilalim ng mga programang tulad ng Pansamantalang Programa sa Dayuhang Manggagawa (Temporary Foreign Worker Program) at ng Programa sa Internasyunal na Estudyante (International Student Program).

Sa mga kasalukuyang kasapi na may pansamantalang permit, maaaring hindi na ma-renew ang inyong permit na magtrabaho o hindi na makakuha ng paraan para maging permanenteng residente. Kung apektado kayo o kung may kakailaang kayong apektado sa mga pagbabago, ipagbigay alam sa migrantsrights@cupe.ca.

- Kung mayroon kang gumaganang permit na magtrabaho, patuloy kang may karapatang magtrabaho hanggang mawalan ito ng bisa o habang mayroon kang nananatiling status o katayuan.
- Sa ilang tipo ng mga permit na magtrabaho, kailangan ang partisipasyon ng employer at mga sulat mula sa kanila. Kontakin ninyo ang inyong unyon kung may problema kayo na makakuha ng mga dokumentong ito.
- Kung isa kang myembro na walang dokumento at nagtatrabaho nang walang katayuan, maaari ita pa ring kumilos at sumama sa inyong unyon at inirekomenda naming kumuha ka agad ng ligal na payo sa imigrasyon.



STATUS FOR ALL O KATAYUANG PANG-IMIGRASYON PARA SA LAHAT

Naniniwala ang CUPE sa katayuang pang-imigrasyon para sa lahat – nangangahulugan ito na walang sinumang naninirahan sa Canada ang dapat mamuhay sa pansamantalang katayuan. Dahil sa pansamantalang katayuan, nagiging alanganin ang katayuan at inilalantad ang mga manggagawang migrante sa pang-aabuso ng mga employer. Mahirap umakson nang nag-iisa pero kung kasama ng ibang mga manggagawa at organisasyon, kaya nating ipaglaban ang pagbabago.

Le SCFP exhorte le gouvernement fédéral à révoquer les modifications apportées aux politiques d'immigration et à financer complètement l'éducation postsecondaire, car le sous-financement actuel oblige les établissements d'enseignement à exiger des frais de scolarité disproportionnés. Nous demandons aussi au gouvernement de s'assurer qu'aucun(e) résident(e) n'obtienne qu'un permis de travail temporaire au statut précaire alors que le poste occupé est manifestement permanent ou de longue durée.

Les travailleuses et travailleurs migrants seront durement touchés par les pertes d'emploi résultant des droits de douane imposés par les États-Unis, pourtant cette main-d'œuvre est essentielle si l'on veut inciter la population à « acheter canadien ». Le Canada doit mettre en œuvre le programme de régularisation des sans-papiers réclamé depuis longtemps et offrir aux travailleuses et travailleurs étrangers temporaires un accès à la résidence permanente pour mettre un terme à l'insécurité et la pauvreté accrues dans laquelle sont plongées ces personnes.

Le SCFP demande par ailleurs au gouvernement fédéral de se retirer de l'Entente sur les tiers pays sûrs, car sous l'administration Trump, les États-Unis ne constituent plus un pays sûr pour les réfugié(e)s et les demandeuses et demandeurs d'asile. Le Plan frontalier du Canada, d'une valeur de 1,3 milliard de dollars, ne doit pas criminaliser les migrant(e)s et demandeuses et demandeurs d'asile à la recherche d'un endroit sûr où vivre. Alors que les mesures répressives s'intensifient aux États-Unis, le Canada doit être un havre de paix pour les communautés vulnérables, et non une société militarisée guidée par le racisme et la xénophobie.

PRÉVENTION ET RÉPRESSION DU CRIME DE GÉNOCIDE

En novembre 2024, Francesca Albanese, rapporteuse spéciale des Nations Unies sur la situation des droits de la personne dans les territoires palestiniens occupés depuis 1967, s'est entretenue avec le SCFP et d'autres représentant(e)s du milieu syndical à Ottawa.

Son mandat consiste à examiner et à surveiller le respect des droits de la personne dans les territoires palestiniens occupés, à formuler des recommandations et à produire des rapports sur le sujet. Sa visite a eu lieu peu après la présentation à l'Assemblée générale des Nations Unies de son rapport *L'effacement colonial par le génocide*, qui révèle que, malgré les interventions de la Cour internationale de justice, les actes génocidaires commis par l'État d'Israël se sont multipliés. Dans son rapport, elle décrit la destruction calculée de Gaza ainsi que les innombrables conséquences de la guerre : coût humain, pertes matérielles et impact environnemental. Durant la rencontre, Francesca Albanese a insisté sur le fait que la situation empirait de jour en jour.

Lorsqu'elle a déposé son rapport aux Nations Unies, elle a directement demandé aux pays de faire respecter le droit international. « Depuis plus d'un an, je supplie toutes les parties et tous les États concernés, particulièrement ceux qui ont de l'influence, de prendre des mesures

LE PRÉSIDENT NATIONAL DU SCFP MARK HANCOCK ET LA
SECRÉTAIRE-TRÉSORIÈRE NATIONALE CANDACE RENNICK AVEC
LA RAPPORTEUSE SPÉCIALE DE L'ONU FRANCESCA ALBANESE.

concrètes pour mettre fin à l'extermination du peuple palestinien, d'assurer la libération rapide et inconditionnelle de tous les otages, israéliens et palestiniens, et de faire respecter le droit international. »

Dans le cadre de la Convention sur le génocide des Nations Unies, le Canada a l'obligation de prendre toutes les mesures appropriées pour prévenir et punir les actes de génocide, où qu'ils se produisent.

Le SCFP a signé la campagne *Embargo sur les armes maintenant* et a exhorté le gouvernement canadien à punir Israël pour ses crimes et à imposer un embargo complet et immédiat sur les armes. Il a également demandé un cessez-le-feu permanent, la libération de tous les otages et prisonnières et prisonniers politiques, de même qu'un terme au siège de Gaza et à l'occupation militaire en Cisjordanie.



COMMISSION DE LA CONDITION DE LA FEMME DES NATIONS UNIES

Les syndicats et les organisations de la société civile ont joué un rôle déterminant pour l'avancement des droits des femmes et de la justice de genre lors de la 69e session de la Commission de la condition de la femme des Nations Unies. Le SCFP y a participé, aux côtés de leaders de syndicats et de mouvements sociaux du monde entier.

Le SCFP faisait partie de la délégation de femmes syndicalistes coordonnée par le Congrès du travail du Canada et l'Internationale des services publics pour favoriser la justice de genre et l'inclusion. Nous avons souligné l'importance de se battre pour un avenir où l'équité des genres inclut tout le monde : les femmes, les filles et les personnes 2ELGBTQI+.

La délégation mondiale a présenté cinq revendications clés : l'égalité des genres comme condition essentielle à la justice sociale, à la démocratie et à la paix; la reconnaissance des droits des femmes au travail comme droits fondamentaux; l'accès des femmes à un travail décent; le principe « à travail égal, salaire égal »; et des milieux de travail exempts de violence et de harcèlement fondés sur le genre. Les déléguées ont rappelé que la prestation de soins est un travail qui contribue aux droits de la personne et au bien collectif, que le droit d'être membre d'un syndicat est indissociable des droits des femmes et que le mouvement syndical avait un rôle important à jouer pour atteindre l'équité des genres.

LA DIRECTRICE DU SERVICE DES DROITS DE LA PERSONNE DU SCFP KIMALEE PHILLIP (GAUCHE) ET LA VICE-PRÉSIDENTE RÉGIONALE DU SCFP POUR L'ONTARIO YOLANDA MCCLEAN (DEUXIÈME À GAUCHE) ONT PARTICIPÉ À LA MANIFESTATION « NO BACKLASH TO WOMEN'S RIGHTS » (NON AU RECUL DES DROITS DES FEMMES) TENUE À NEW YORK LORS DE LA COMMISSION DE LA CONDITION DE LA FEMME DE L'ONU.



À l'occasion d'un événement organisé par l'Internationale des services publics, le SCFP a fait une présentation percutante sur les droits des femmes migrantes dans laquelle il a mis en lumière les défis auxquels sont confrontées les travailleuses migrantes et a partagé des témoignages de lutte pour les droits des personnes migrantes.

L'année 2025 marquera le 30^e anniversaire de la Déclaration et du Programme d'action de Beijing, un modèle pour combattre la discrimination fondée sur le genre et renforcer les droits des femmes à l'échelle mondiale. Pendant l'événement, les déléguées ont fait le point sur les progrès accomplis grâce à la Déclaration et ont proposé un plan pour s'attaquer aux obstacles qui subsistent.

La délégation syndicale internationale a su faire valoir l'importance de renforcer les engagements sur le travail décent, la prestation de soins et la protection sociale dans la déclaration politique adoptée par les États membres. Toutefois, les déléguées ont exprimé leur profonde préoccupation quant à l'absence d'engagements en matière de santé sexuelle et reproductive, et à la promotion des partenariats public-privé dans la déclaration.

Les syndicalistes ont manifesté pour exprimer leur mécontentement face au recul croissant, à l'échelle mondiale, des droits des femmes, des travailleuses et travailleurs, des migrant(e)s, des personnes trans et des peuples vivant en territoire occupé.

SYNDICATS POUR LA DÉMOCRATIE ÉNERGÉTIQUE DU SUD

Des leaders syndicaux et des allié(e)s de 30 pays se sont rassemblés à Mexico en février 2025 à l'occasion de la deuxième réunion interrégionale de TUED Sud. TUED, un regroupement de syndicats pour la démocratie énergétique, est une coalition mondiale majeure composée de syndicats qui s'unissent pour favoriser une transition énergétique juste, soutenue par une propriété et un contrôle publics. Cette approche appelle à une propriété publique de secteurs clés, et particulièrement du secteur de l'énergie, pour décarboner la planète de façon équitable et cesser de dépendre des entreprises privées. Le SCFP est membre de TUED.



RASSEMBLEMENT DE LEADERS SYNDICAUX ET D'ALLIÉ(E)S À MEXICO À L'OCCASION DE LA DEUXIÈME RÉUNION
INTERRÉGIONALE DE TUED SUD.

La réunion a rassemblé des syndicats d'Afrique, d'Asie, d'Amérique latine et des Caraïbes, de même que des syndicats alliés de l'hémisphère Nord. Les discussions et le travail de planification ont principalement porté sur la manière dont une approche publique peut freiner et renverser le monopole néolibéral des systèmes énergétiques, répondre aux besoins en énergie et permettre l'atteinte des objectifs en matière de climat tout en respectant l'autodétermination et la souveraineté énergétiques. Cette aspiration ambitieuse est plus importante que jamais.

La réunion interrégionale de TUED Sud aidera le mouvement syndical à se préparer pour la Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques (COP30), qui aura lieu en novembre 2025 à Belém, au Brésil.

Une détermination sans bornes

La solidarité internationale est l'antidote à un monde de conflits et d'intolérance. Notre syndicat est fier de contribuer à la création d'un mouvement syndical mondial fort et progressiste qui lutte contre les injustices, la montée de l'autoritarisme et le pouvoir des grandes entreprises.

La solidarité entre travailleuses et travailleurs nous rapproche des personnes aux premières lignes des grandes luttes de notre époque et renforce notre volonté de continuer à nous battre pour un monde meilleur. Nous avons tant à apprendre de nos ami(e)s, de nos allié(e)s et de nos pairs partout dans le monde!

Nous continuerons de nous opposer au racisme anti-immigrant(e)s et de lutter en faveur d'un pays sûr pour les travailleuses et travailleurs migrants, les demandeuses et demandeurs d'asile et les autres personnes vulnérables.

Nous serons aux côtés des travailleuses et travailleurs, des syndicats et des communautés du monde entier qui se mobilisent pour un monde meilleur. Nous veillerons à ce que le Canada respecte la souveraineté des autres pays afin de favoriser la protection et l'élargissement de leurs secteurs publics, le respect des droits du travail et des salaires équitables pour l'ensemble des travailleuses et travailleurs.

Nous poursuivons notre lutte engagée pour les droits de la personne et les droits du travail, pour des emplois décents, pour des services publics forts, pour la démocratie, pour la paix et pour la justice climatique. Notre syndicat continuera à appuyer les mouvements internationaux par l'entremise de la coopération entre travailleuses et travailleurs et du Fonds pour la justice mondiale du SCFP.

Si votre section locale souhaite soutenir le Fonds pour la justice mondiale et le travail de notre syndicat en matière de solidarité internationale, rendez-vous à scfp.ca/solidarite-internationale ou communiquez avec la conseillère en solidarité internationale Kelti Cameron à kcameron@cupe.ca.



Photo: Hatnim Lee

MEMBRES DU COMITÉ NATIONAL DE LA JUSTICE MONDIALE

- Natalie Webber, Terre-Neuve-et-Labrador
- Lisa MacKenzie, Nouvelle-Écosse
- Jennifer LeBlanc, Île-du-Prince-Édouard
- Darlene Hanson, Nouveau-Brunswick
- Pablo Arias, Québec
- Miguel Lima, Ontario
- Mike Kubrakovich, Manitoba
- Tammy Stonehouse, Saskatchewan
- Clayton Gordon, Alberta
- Sarah Bjorknas, Colombie-Britannique
- Louella Vincent, Syndicat des employés d'hôpitaux
- Barbara Shukin, Syndicat des employés d'hôpitaux
- Nadia Revelo Bolívar, CoDevelopment Canada
- Charlene Armstong, Cuso International
- Alexandra Wilson, Oxfam Canada
- Frédéric Brisson, liaison avec le Conseil exécutif national
- Kelti Cameron, conseillère

PARTENAIRES DU FONDS POUR LA JUSTICE MONDIALE DU SCFP

- SCFP
- SCFP-Colombie-Britannique
- SCFP-Saskatchewan
- SCFP-Manitoba
- SCFP-Ontario
- SCFP-Québec
- SCFP-Île-du-Prince-Édouard
- SCFP-Nouvelle-Écosse
- SCFP-Terre-Neuve-et-Labrador
- Syndicat des employé(e)s d'hôpitaux (SEH)
- Membres du personnel du SCFP
- SCFP 40 : travailleuses et travailleurs du conseil scolaire de Calgary, Calgary (Alb.)
- SCFP 382 : personnel du district scolaire du Grand Victoria, Victoria (C.-B.)
- SCFP 8443 : personnel du conseil scolaire de Saskatoon (division no 13), Saskatoon (Sask.)
- SCFP 4600 : personnel à temps partiel de l'Université Carleton, Ottawa (Ont.)
- SCFP 2440 : personnel de Cuso International, Ottawa (Ont.)
- SCFP 3260 : personnel de soutien scolaire des écoles publiques de l'Île-du-Prince-Édouard (Î.-P.-É.)
- SCFP 8920 : travailleuses et travailleurs en soins intensifs de la Nouvelle-Écosse, Amherst (N.-É.)
- SCFP 3067 : personnel du foyer New Dawn Guest Home, Sydney (N.-É.)
- SCFP 1876 : personnel du foyer Northside Community Guest Home, Sydney (N.-É.)
- SCFP 1779 : Santé Î.-P.-É.



JUSTICE MONDIALE SCFP

scfp.ca/solidarite-internationale